



La question du budget renvoie à un choix de société fondamental

2011/35
06 | 06 | 2011



Marc De Vos
Directeur Itinera Institute

Pendant que les agences de notations s'agitent sur les marchés financiers, la rue de la Loi tente la formation. L'enjeu est immédiatement clair : de nombreux milliards doivent être trouvés – 17 selon les derniers calculs. Elio di Rupo a demandé à tous les partis d'établir leurs listes de propositions comprenant impôts et réductions de dépenses. Une formule 50-50 est apparemment prônée: autant de coupes budgétaires que d'impôts supplémentaires.

Aussi bien la méthode que l'objectif du formateur est discutable. Les 17 milliards ne sont qu'un début. Nous avons des besoins récurrents pour amorcer les coûts du vieillissement, qui ne vont cesser d'augmenter. Environ deux tiers du challenge budgétaire actuel ne provient pas de l'héritage de la crise mais des prémices du vieillissement. L'effort budgétaire devra donc se poursuivre, même si une bonne conjoncture peut aider. Durant la prochaine législature, des nouveaux coûts récurrents vont venir s'ajouter, nous le savons déjà. Allons-nous sans cesse nous serrer plus la ceinture et augmenter toujours davantage les impôts ?

La crise du budget est donc une

crise du système. Améliorer le système est la seule solution durable. Il faut donc donner la priorité aux gains d'efficacité. Dans les services publics, les soins de santé, sur le marché du travail et ailleurs, l'argent peut être mieux utilisé. D'abord efficacité puis austérité : telle devrait être la devise. Nous savons déjà depuis longtemps où se trouvent les leviers d'amélioration. Nous devons seulement oser les utiliser intelligemment.

Les impôts se trouveront aussi sur la table : les tabous sont tabous pour un défi de cette ampleur. Mais nous ne construirons pas notre prospérité future avec des impôts sans cesse plus élevés. La Belgique se situe déjà au sommet mondial de la pression fiscale glo-

“

La crise du budget est donc une crise du système.
Améliorer le système est la seule solution durable.

”

bale. Notre économie doit devenir plus dynamique et plus compétitive. Nous devons donc d'abord nous focaliser sur la simplification et le déplacement de cette pression fiscale. De cette manière, nous pourrions générer davantage de revenus, combattre plus aisément la fraude et offrir à notre économie un cadre plus sain pour se développer.

Plus d'impôts n'est pas une solution mais un problème. Nous devons d'abord nous soucier que les impôts soient prélevés correctement sur différentes sources de revenus, partagés justement entre différents groupes de revenus, et encaissés judicieusement par le fisc. Tous les observateurs savent que, sur tous ces fronts, le système d'imposition belge pourrait sérieusement s'améliorer, pour le dire poliment. Réaliser ces améliorations peut faire d'une pierre trois coups : aider l'assainissement budgétaire, encourager l'activité économique et rendre notre société plus juste. C'est évidemment bien plus difficile que de trouver des nouveaux impôts ou de donner des cadeaux fiscaux à un énième groupe d'intérêts. C'est cependant nécessaire si nous voulons créer le fondement d'un meilleur avenir.

De nouveaux impôts doivent être le dernier remède, pas le pallia-

tif pour encore reporter les vraies réformes. Comblant la moitié du défi budgétaire par des nouvelles recettes, revient à résoudre le problème en l'empirant. L'expertise sur le sujet existe. Des rapports internationaux sur des décennies d'assainissements budgétaires arrivent à la même conclusion : seule donner la priorité à des économies bien raisonnées permet qu'un assainissement puisse créer le début d'une nouvelle prospérité. On peut toujours discuter sur les pourcentages précis, mais il ne doit y avoir aucun doute sur notre première priorité : les dépenses.

Le défi budgétaire renvoie donc à un choix de société fondamental. Ou bien nous prenons le chemin politique facile et à court terme. Nous nous concentrons alors sur l'indispensable, coupons et bricolons tout et n'importe quoi, juste pour sauver les meubles. Certains pensent déjà à une contribution généralisée de crise: la meilleure garantie pour générer des moyens sans changements de politique. Ou alors nous prenons le chemin difficile qui consiste à générer des moyens par des réformes et des améliorations. C'est un choix entre la débrouille et reporter les problèmes, ou intervenir et résoudre les problèmes. Si nous voulons tirer les leçons de la crise et tracer un futur viable, alors nous n'avons pas le choix : nous devons opter pour des réformes structurelles et

stratégiques.

Rien de tout cela ne sera réalisé par une prise de becs sur un fatras de desiderata politiques sortant des tiroirs des bureaux de siège de partis. Un énième compromis nocturne va que masquer les problèmes. Nous devons agir de façon fondamentale et

pragmatique sur divers fronts en même temps.

Une grande commission de vrais experts indépendants pourrait, par une réflexion

sobre et créative, proposer des scénarios possibles. Une telle réflexion stratégique collective peut être la base d'un grand projet visionnaire. En finalité, le politique devra choisir mais il serait mieux que le processus de choix soit dépolitisé. Sinon même une formation de gouvernement réussie risque de mener à des échecs politiques. La plus longue crise de gouvernement dans l'histoire

moderne mérite vraiment un meilleur résultat.

Marc De Vos

Professeur UGent et directeur de l'Initnera Institute

Paru dans la Libre Belgique du 03/06/2011

“

Un énième compromis nocturne ne va que masquer les problèmes. Une grande commission de vrais experts indépendants pourrait, par une réflexion sobre et créative, proposer des scénarios possibles.

”

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables



THINK TANK INDÉPENDANT

DES IDÉES, DES ACTIONS

Itinera Institute ASBL

Boulevard Leopold II 184d B-1080 Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org

www.itinerainstitute.org

Editeur responsable: Marc De Vos, Directeur